

Audience publique du 17 mars 2021

Recours formé par Monsieur ...,
contre une décision du ministre de l'Immigration et de l'Asile
en matière de rétention administrative (art. 120. L.29.08.2008)

JUGEMENT

Vu la requête inscrite sous le numéro 45770 du rôle et déposée au greffe du tribunal administratif le 10 mars 2021 par Maître Frank Wies, avocat à la Cour, inscrit au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, au nom de Monsieur ..., déclarant être né le ... (Biélorussie) et être de nationalité biélorusse, actuellement retenu au Centre de rétention au Findel, tendant à la réformation de la décision du ministre de l'Immigration et de l'Asile du 23 février 2021 prorogeant son placement au Centre de rétention pour une durée d'un mois à partir de la notification de ladite décision ;

Vu le mémoire en réponse du délégué du gouvernement déposé au greffe du tribunal administratif le 12 mars 2021 ;

Vu les pièces versées en cause et notamment la décision critiquée ;

Le juge-rapporteur entendu en son rapport à l'audience publique du 17 mars 2021, et vu les remarques écrites de Maître Laura Siavosh, en remplacement de Maître Frank Wies, et de Madame le délégué du gouvernement Christiane Martin des 15, respectivement 16 mars 2021, produites, conformément à la circulaire du président du tribunal administratif du 22 mai 2020, avant l'audience.

Le 6 août 2019, Monsieur ... introduisit une demande de protection internationale auprès du ministère des Affaires étrangères et européennes, direction de l'Immigration, ci-après désigné par « le ministère », sur base de la loi du 18 décembre 2015 relative à la protection internationale et à la protection temporaire, ci-après désignée par « la loi du 18 décembre 2015 ».

Par un jugement du juge, siégeant en remplacement du vice-président présidant la deuxième chambre du tribunal administratif du 2 décembre 2019, inscrit sous le numéro 43739 du rôle, Monsieur ... fut définitivement débouté de son recours introduit contre la décision du ministre de l'Immigration et de l'Asile, ci-après désigné par « le ministre », du 1^{er} octobre 2019 ayant, dans le cadre d'une procédure accélérée, rejeté sa demande en obtention d'une protection internationale et lui ayant ordonné de quitter le territoire dans un délai de trente jours.

Suivant un relevé journalier du Centre pénitentiaire de Luxembourg du 6 février 2020, Monsieur ... fut incarcéré à la suite d'un mandat d'amener émis à son encontre pour vol qualifié.

A sa libération du Centre pénitentiaire le 7 septembre 2020, le ministre prit à l'égard de Monsieur ... un arrêté lui interdisant l'entrée sur le territoire luxembourgeois pour une durée de trois ans, à partir de sa sortie du territoire luxembourgeois ou à partir de sa sortie de l'espace Schengen.

Par arrêté séparé du même jour, notifié à l'intéressé en mains propres en date du 7 septembre 2020, le ministre ordonna son placement au Centre de rétention pour la durée d'un mois à partir de sa notification sur base des articles 111, 120 à 123 et 125, paragraphe (1) de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration, ci-après désignée par « la loi du 29 août 2008 ».

Le 21 septembre 2020, la direction de l'Immigration pria la police judiciaire, section criminalité organisée - police des étrangers, d'organiser le départ de l'intéressé vers la Biélorussie.

Par un recours gracieux du 24 septembre 2020, le mandataire de Monsieur ... informa la direction de l'Immigration que son client s'oppose à un rapatriement vers la Biélorussie.

Par arrêté du même jour, notifié à l'intéressé le 24 septembre 2020, le ministre ordonna la mainlevée de l'arrêté de placement en rétention du 7 septembre 2020, tout en plaçant Monsieur ... au Centre de rétention pour une durée de trois mois à partir de l'introduction de sa demande de protection internationale sur base de l'article 22, paragraphe (2), points b) et e) de la loi du 18 décembre 2015.

En date 25 septembre 2020, Monsieur ... introduisit auprès du service compétent du ministère une nouvelle demande de protection internationale au sens de la loi du 18 décembre 2015. Par une décision du 28 septembre 2020, le ministre déclara irrecevable cette demande sur base de l'article 28, paragraphe (2), point d), de la loi du 18 décembre 2015. Le recours introduit contre la décision précitée du 28 septembre 2020 fut déclaré non fondé par un jugement du tribunal administratif du 9 décembre 2020, inscrit sous le numéro 45087 du rôle.

Par arrêté du 29 septembre 2020, notifié à l'intéressé en mains propres à la même date, le ministre ordonna la mainlevée de l'arrêté de placement du 24 septembre 2020 et ordonna le placement de Monsieur ... au Centre de rétention pour une durée d'un mois.

Cet arrêté fut prorogé par arrêtés du ministre des 28 octobre et 25 novembre 2020, notifiés à l'intéressé en date des 29 octobre, respectivement 27 novembre 2020.

Selon un procès-verbal n° ... de la police judiciaire, section criminalité organisée - police des étrangers, du 28 décembre 2020, l'éloignement de Monsieur ... vers la Biélorussie a dû être annulé en raison du comportement agressif qu'avait adopté celui-ci après avoir embarqué l'avion.

Par arrêté du 28 décembre 2020, notifié à l'intéressé le même jour, le ministre ordonna le placement de Monsieur ... au Centre de rétention pour une durée d'un mois à partir de sa notification. Ledit arrêté est fondé sur les motifs et considérations suivants :

« (...) Vu les articles 111, 120 à 123 et 125 (1) de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration ;

Vu la loi modifiée du 28 mai 2009 concernant le Centre de rétention ;

Vu ma décision de retour du 1^{er} octobre 2019, lui notifiée en mains propres en date du 18 octobre 2019 ;

Vu mon d'interdiction d'entrée sur le territoire de trois ans du 7 septembre 2020, lui notifiée en mains propres le même jour ;

Considérant que l'éloignement de l'intéressé était prévu pour le 28 décembre 2020 ;

Considérant que l'intéressé s'est opposé à son éloignement de sorte que l'opération d'éloignement a dû être interrompue ;

Considérant que l'éloignement immédiat de l'intéressé est impossible en raison de circonstances de fait ; (...) ».

Le recours introduit par Monsieur ... contre la mesure de placement, précitée, du 28 décembre 2020 fut déclaré non fondé par un jugement du tribunal administratif du 25 janvier 2021, inscrit sous le numéro 45520 du rôle.

Par arrêté du 27 janvier 2021, notifié à l'intéressé le lendemain, le ministre prorogea le placement en rétention de Monsieur ... pour une durée d'un mois à partir de sa notification.

Par arrêté du 23 février 2021, notifié à l'intéressé le 26 février 2021, le ministre prorogea encore le placement en rétention de Monsieur ... pour une durée d'un mois avec effet au 28 février 2021, sur base des motifs et considérations suivants :

« (...) Vu les articles 111 et 120 à 123 de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration ;

Vu la loi modifiée du 28 mai 2009 concernant le Centre de rétention ;

Vu mes arrêtés des 28 décembre 2020 et 27 janvier 2021, notifiés en date des 28 décembre 2020 et 28 janvier 2021, décidant de soumettre l'intéressé à une mesure de placement ;

Attendu que les motifs à la base de la mesure de placement du 28 décembre 2020 subsistent dans le chef de l'intéressé ;

Considérant que les démarches en vue de l'éloignement ont été engagées ;

Considérant que ces démarches n'ont pas encore abouti ;

Considérant qu'il y a lieu de maintenir la mesure de placement afin de garantir l'exécution de la mesure de l'éloignement ; (...) ».

Par requête déposée au greffe du tribunal administratif le 10 mars 2021, inscrite sous le numéro 45770 du rôle, Monsieur ... a fait introduire un recours tendant à la réformation de la décision précitée du 23 février 2021 ordonnant la prorogation de son placement au Centre de rétention pour la durée d'un mois avec effet au 28 février 2021.

Etant donné que l'article 123, paragraphe (1) de la loi du 29 août 2008 institue un recours de pleine juridiction contre une décision de rétention administrative, le tribunal est compétent pour connaître du recours en réformation introduit en l'espèce, qui est, par ailleurs, recevable pour avoir été introduit dans les formes et délai de la loi.

A l'appui de son recours et en fait, le demandeur reprend, en substance, les faits et rétroactes tels qu'exposés ci-dessus, tout en précisant qu'au moment de son éloignement vers la Biélorussie en date du 28 décembre 2020, il aurait été victime « d'une véritable crise d'hystérie, dû à son état de stress avancé et sa peur légitime ».

En droit et quant aux démarches entreprises en vue de préparer son éloignement, le demandeur donne à considérer qu'il se trouverait au Centre de rétention depuis le 7 septembre 2020.

En se référant à un jugement du tribunal administratif du 23 novembre 2010, inscrit sous le numéro 27478 du rôle, ayant retenu qu'il incomberait à la partie étatique de faire état et de documenter les démarches qu'elle est en train d'exécuter afin de mettre le tribunal en mesure d'apprécier si un éloignement valable est possible et est en voie d'organisation et si les démarches entreprises par les autorités luxembourgeoises sont suffisantes en vue d'un éloignement ou d'un transfert rapide du demandeur, c'est-à-dire de façon à écourter au maximum sa privation de liberté, il avance qu'en l'espèce, seule une note au dossier du 18 janvier 2021 indiquerait que l'agent du ministère en charge du dossier aurait contacté l'officier de police judiciaire en charge de son rapatriement, qui l'aurait informé qu'il ne serait pas en mesure de communiquer une date précise pour son éloignement au vu des difficultés liées au virus Covid-19.

Il s'ensuivrait que le dossier administratif tel qu'il aurait été communiqué à son mandataire, resterait muet quant à de réelles démarches entreprises depuis son nouveau placement au Centre de rétention et qu'il y aurait dès lors lieu de constater qu'aucune mesure « à caractère *pro-actif* » n'aurait été diligentée, alors qu'il serait détenu depuis plus de deux mois.

Le demandeur reproche ensuite au ministre d'avoir violé le principe de la subsidiarité du placement en rétention sans avoir vérifié la possibilité d'avoir recours à des mesures moins coercitives, telles que l'obligation de se présenter régulièrement à des intervalles fixés par le ministre auprès d'un service donné ou l'assignation à résidence. Il avance, par ailleurs, que sa mise en liberté lui permettrait de soigner son état de santé « *afin d'éviter d'être à nouveau sujet à des crises d'hystérie sinon d'angoisse* », tel que cela aurait été le cas par le passé, tout en soulignant qu'il ne pourrait pas bénéficier au Centre de rétention des soins adéquats et qu'une aggravation de ses troubles serait à craindre s'il restait enfermé.

Il conclut que la décision déferée serait à réformer et que sa remise en liberté immédiate devrait être ordonnée.

Le délégué du gouvernement conclut, quant à lui, au rejet du recours pour ne pas être fondé.

Aux termes de l'article 120, paragraphe (1) de la loi du 29 août 2008 : « *Afin de préparer l'exécution d'une mesure d'éloignement en application des articles 111, 116 à 118 (...), l'étranger peut, sur décision du ministre, être placé en rétention dans une structure fermée, à moins que d'autres mesures moins coercitives telles que prévues à l'article 125, paragraphe (1), ne puissent être efficacement appliquées. Une décision de placement en rétention est prise contre l'étranger en particulier s'il existe un risque de fuite ou si la personne concernée évite ou empêche la préparation du retour ou de la procédure d'éloignement. (...)* ».

Par ailleurs, en vertu de l'article 120, paragraphe (3) de la même loi : « *La durée de la rétention est fixée à un mois. La rétention ne peut être maintenue qu'aussi longtemps que le dispositif d'éloignement est en cours et exécuté avec toute la diligence requise. Elle peut être reconduite par le ministre à trois reprises, chaque fois pour la durée d'un mois si les conditions énoncées au paragraphe (1) qui précède sont réunies et qu'il est nécessaire de garantir que*

l'éloignement puisse être mené à bien. (...). ».

L'article 120, paragraphe (1) de la loi du 29 août 2008 permet ainsi au ministre, afin de préparer l'exécution d'une mesure d'éloignement, de placer l'étranger concerné en rétention dans une structure fermée pour une durée maximale d'un mois, ceci plus particulièrement s'il existe un risque de fuite ou si la personne concernée évite ou empêche la préparation du retour ou de la procédure d'éloignement. En effet, la préparation de l'exécution d'une mesure d'éloignement nécessite notamment l'identification de l'intéressé, s'il ne dispose pas de documents d'identité valables, ensuite la mise à disposition de documents de voyage valables, lorsque l'intéressé ne dispose pas des documents requis pour permettre son éloignement et que des démarches doivent être entamées auprès d'autorités étrangères notamment en vue de l'obtention d'un accord de reprise en charge ou de réadmission de l'intéressé. Elle nécessite encore l'organisation matérielle du retour, en ce sens qu'un moyen de transport doit être choisi et que, le cas échéant, une escorte doit être organisée. C'est précisément afin de permettre à l'autorité compétente d'accomplir ces formalités que le législateur a prévu la possibilité de placer un étranger en situation irrégulière en rétention pour une durée maximale d'un mois, mesure qui peut être prorogée par la suite.

En vertu de l'article 120, paragraphe (3) de la même loi, le maintien de la rétention est cependant conditionné par le fait que le dispositif d'éloignement soit en cours et soit exécuté avec toute la diligence requise, impliquant plus particulièrement que le ministre est dans l'obligation d'entreprendre toutes les démarches requises pour exécuter l'éloignement dans les meilleurs délais.

Cette mesure peut encore être reconduite à trois reprises, chaque fois pour la durée d'un mois, si les conditions énoncées au paragraphe (1) de l'article 120, précité, sont réunies et s'il est nécessaire de garantir que l'éloignement puisse être mené à bien.

Une décision de prorogation d'une mesure de placement en rétention est partant soumise à la réunion de quatre conditions, à savoir que les conditions ayant justifié la décision de rétention initiale soient encore données, que le dispositif d'éloignement soit toujours en cours, que celui-ci soit toujours poursuivi avec la diligence requise et qu'il y ait des chances raisonnables de croire que l'éloignement en question puisse être « *mené à bien* ».

Il n'est pas contesté, en l'espèce, tel que cela a été retenu dans le jugement du tribunal administratif, précité, du 25 janvier 2021 ayant statué sur le bien-fondé de la mesure de placement initiale, que le demandeur se trouve en séjour irrégulier au Luxembourg, celui-ci ayant, en effet, fait l'objet d'une décision de retour le 1^{er} octobre 2019, ainsi que d'une décision d'interdiction d'entrée sur le territoire pour une durée de trois ans en date du 7 septembre 2020. Il n'est, par ailleurs, pas contesté pour se dégager encore du procès-verbal de la police judiciaire, précité, du 28 décembre 2020, que l'éloignement de Monsieur ... prévu le même jour a dû être annulé en raison du comportement agressif qu'avait adopté celui-ci après avoir embarqué l'avion. En vertu de l'article 111, paragraphe (3), point c) de la loi du 29 août 2008, aux termes duquel le risque de fuite est présumé plus particulièrement si l'étranger ne remplit pas ou plus les conditions de l'article 34 de la même loi et s'il se trouve donc en séjour irrégulier sur le territoire luxembourgeois ou si l'étranger s'est soustrait à l'exécution d'une précédente mesure d'éloignement, le risque de fuite est présumé dans le chef du demandeur, sans que ne se dégagent du dossier soumis au tribunal des éléments permettant de renverser la présomption du risque de fuite dans son chef.

Il s'ensuit que le ministre pouvait *a priori* valablement proroger la mesure de placement en rétention pour la durée d'un mois.

En ce qui concerne, ensuite, les contestations du demandeur quant à des mesures moins coercitives qui, selon lui, auraient dû lui être appliquées, à savoir l'obligation de se présenter régulièrement auprès des services du ministre ou une assignation à résidence, le tribunal relève que l'article 125, paragraphe (1) de la loi du 29 août 2008 prévoit que : « *Dans les cas prévus à l'article 120, le ministre peut également prendre la décision d'appliquer une autre mesure moins coercitive à l'égard de l'étranger pour lequel l'exécution de l'obligation de quitter le territoire, tout en demeurant une perspective raisonnable, n'est reportée que pour des motifs techniques et qui présente des garanties de représentation effectives propres à prévenir le risque de fuite tel que prévu à l'article 111, paragraphe (3) (...).* ».

On entend par mesures moins coercitives :

a) *l'obligation pour l'étranger de se présenter régulièrement, à intervalles à fixer par le ministre, auprès des services de ce dernier ou d'une autre autorité désignée par lui, après remise de l'original du passeport et de tout document justificatif de son identité en échange d'un récépissé valant justification de l'identité ;*

b) *l'assignation à résidence pour une durée maximale de six mois dans les lieux fixés par le ministre ; l'assignation peut être assortie, si nécessaire, d'une mesure de surveillance électronique qui emporte pour l'étranger l'interdiction de quitter le périmètre fixé par le ministre. Le contrôle de l'exécution de la mesure est assuré au moyen d'un procédé permettant de détecter à distance la présence ou l'absence de l'étranger dans le prédit périmètre. La mise en œuvre de ce procédé peut conduire à imposer à l'étranger, pendant toute la durée du placement sous surveillance électronique, un dispositif intégrant un émetteur. Le procédé utilisé est homologué à cet effet par le ministre. Sa mise en œuvre doit garantir le respect de la dignité, de l'intégrité et de la vie privée de la personne.*

La mise en œuvre du dispositif technique permettant le contrôle à distance et le contrôle à distance proprement dit, peuvent être confiés à une personne de droit privé ;

c) *l'obligation pour l'étranger de déposer une garantie financière d'un montant de cinq mille euros à virer ou à verser soit par lui-même, soit par un tiers à la Caisse de consignation, conformément aux dispositions y relatives de la loi du 29 avril 1999 sur les consignations auprès de l'Etat. Cette somme est acquise à l'Etat en cas de fuite ou d'éloignement par la contrainte de la personne au profit de laquelle la consignation a été opérée. La garantie est restituée par décision écrite du ministre enjoignant à la Caisse de consignation d'y procéder en cas de retour volontaire.*

Les décisions ordonnant des mesures moins coercitives sont prises et notifiées dans les formes prévues aux articles 109 et 110. L'article 123 est applicable. Les mesures prévues peuvent être appliquées conjointement. En cas de défaut de respect des obligations imposées par le ministre ou en cas de risque de fuite, la mesure est révoquée et le placement en rétention est ordonné. ».

Les dispositions des articles 120 et 125 de la loi du 29 août 2008, précitées, sont à interpréter en ce sens qu'en vue de la préparation de l'exécution d'une mesure d'éloignement, les trois mesures moins coercitives énumérées à l'article 125, paragraphe (1) sont à considérer

comme mesures proportionnées bénéficiant d'une priorité par rapport à une rétention pour autant qu'il soit satisfait aux deux exigences posées par ledit article 125, paragraphe (1) pour considérer ces autres mesures moins coercitives comme suffisantes et que la rétention ne répond à l'exigence de proportionnalité et de subsidiarité que si aucune des autres mesures moins coercitives n'entre en compte au vu des circonstances du cas particulier. L'article 125, paragraphe (1) de la loi du 29 août 2008, prévoit plus particulièrement que le ministre peut prendre la décision d'appliquer, soit conjointement, soit séparément, les trois mesures moins coercitives y énumérées à l'égard d'un étranger pour lequel l'exécution de l'obligation de quitter le territoire, tout en demeurant une perspective raisonnable, est reportée pour des motifs techniques, à condition que l'intéressé présente des garanties de représentation effectives propres à prévenir le risque de fuite, tel que prévu à l'article 111, paragraphe (3) de la même loi. Ainsi, s'il existe une présomption légale d'un risque de fuite dans le chef de l'étranger se trouvant en situation irrégulière sur le territoire national, celui-ci doit justifier de garanties de représentation suffisantes de nature à prévenir le risque de fuite¹.

Au regard des contestations du demandeur, il y a lieu de vérifier si, en l'espèce, celui-ci a fourni des garanties de représentation suffisantes pour prévenir un risque de fuite, qui, tel que cela a été retenu ci-avant, est présumé dans son chef.

A cet égard, il convient de constater que Monsieur ... ne soumet aucun élément à l'appréciation du tribunal susceptible de prévenir le risque de fuite présumé dans son chef, mais se borne à affirmer que s'il faisait l'objet d'une mesure moins coercitive, il pourrait soigner son état de santé afin d'éviter des futures « *crises d'hystérie sinon d'angoisse* », étant, à cet égard, relevé que tant ses prétendus problèmes de santé que l'affirmation suivant laquelle il ne pourrait pas bénéficier au Centre de rétention des soins adéquats ne sont sous-tendus par un quelconque élément objectif et tangible, de sorte à rester à l'état de pures allégations.

Par ailleurs, tel que cela a été retenu dans le jugement, précité, du 25 janvier 2021, il échet de constater qu'il ressort du procès-verbal de la police judiciaire du 28 décembre 2020 que lors de la tentative d'éloignement prévu le même jour, Monsieur ... a affirmé ne pas vouloir retourner en Biélorussie et que, non seulement il avait caché une lame de rasoir dans sa chaussure, mais il s'est également montré particulièrement agressif vis-à-vis des agents de police. Ce comportement témoigne de la volonté du demandeur de se soustraire à son éloignement, de sorte à confirmer le constat d'un risque de fuite dans son chef, étant rappelé à cet égard, que le risque de fuite ne vise pas le simple fait que le demandeur puisse fuir le territoire luxembourgeois, mais vise avant tout le fait qu'il puisse tenter de se soustraire à son éloignement.

Enfin, et s'agissant plus particulièrement de la demande de Monsieur ... d'être assigné à résidence, force est de constater que le demandeur, se trouvant en séjour irrégulier au Luxembourg, ne se prévaut en l'espèce ni d'une adresse légale, ni d'une quelconque attache particulière au Luxembourg, de sorte qu'une telle mesure n'est pas concevable en l'espèce.

Dans ces circonstances, le tribunal est amené à retenir que le demandeur ne présente pas de garanties de représentation effectives propres à prévenir un risque de fuite conformément à l'article 125, paragraphe (1), de la loi du 29 août 2008 - risque qui, tel que retenu ci-dessus, est présumé dans son chef -, de sorte que le constat de la partie étatique

¹ Trib. adm. 9 mai 2016, n° 37854 du rôle, Pas. adm. 2020, V° Etrangers, n° 917 et les autres références y citées.

qu'aucune mesure moins coercitive qu'un placement au Centre de rétention n'est envisageable en l'espèce, n'encourt aucune critique.

Dès lors, le moyen fondé sur l'application d'une mesure moins coercitive qu'un placement en rétention à l'encontre du demandeur est à rejeter pour être non fondé.

En ce qui concerne, enfin, les diligences effectuées en vue de l'éloignement du demandeur, le tribunal relève tout d'abord qu'il est uniquement saisi d'un recours dirigé contre la décision du ministre du 23 février 2021 de proroger la mesure de rétention de Monsieur ..., de sorte qu'il lui appartient seulement d'examiner le bien-fondé de ladite décision en s'assurant qu'à l'heure actuelle le dispositif d'éloignement est toujours en cours et poursuivi avec la diligence nécessaire.

Force est, à cet égard, de constater qu'il ressort du dossier administratif que d'ores et déjà avant la prise de la décision déferée du 23 février 2021 et dès le placement au Centre de rétention de Monsieur ... en date du 28 décembre 2020, donc après l'échec de son rapatriement en Biélorussie, la police judiciaire, section police des étrangers - criminalité organisée, a été priée, par transmis du même jour, de réorganiser le départ de l'intéressé. Toujours le 28 décembre 2020, les autorités luxembourgeoises ont demandé à une agence de voyage à ce qu'un billet simple Luxembourg - Minsk, ainsi que des billets aller-retour soient délivrés à l'intéressé, respectivement à l'escorte. Par courrier électronique du 4 janvier 2021, la direction de l'Immigration a informé les autorités consulaires biélorusses de l'échec de la mission de rapatriement de Monsieur ... et du fait qu'un nouveau vol serait organisé. Il se dégage d'une note au dossier du 18 janvier 2021, que suivant un entretien téléphonique avec l'agent de la police judiciaire responsable du rapatriement de Monsieur ..., la planification du vol vers la Biélorussie était toujours en cours, mais qu'au vu des difficultés liées au Covid-19, il n'était pas encore en mesure de communiquer une date précise. Par courrier électronique du 9 février 2021, l'agent ministériel en charge du dossier s'est informé auprès de l'agent de la police judiciaire en charge du rapatriement de l'intéressé quant à l'état d'avancement dans l'organisation d'un vol de retour. A la suite de la prise de la décision de prorogation du placement en rétention déferée, la police judiciaire a une nouvelle fois été relancée et finalement en date du 11 mars 2021, l'agent de la police judiciaire en charge du rapatriement de l'intéressé a communiqué à la direction de l'Immigration un plan de vol duquel il résulte que l'éloignement de Monsieur ... est prévu pour le 6 avril 2021 via Paris en direction de Minsk.

Au vu des diligences ainsi déployées par l'autorité ministérielle luxembourgeoise, actuellement tributaire à cet égard des difficultés lors de l'organisation du rapatriement de Monsieur ... vers la Biélorussie en raison de l'impact qu'a la pandémie du virus Covid-19 sur le trafic aérien, et au regard du résultat connu auquel ont abouti ces diligences, un vol étant prévu pour le 6 avril 2021, le tribunal est amené à retenir que la procédure d'éloignement du demandeur est toujours en cours et que les démarches ainsi entreprises en l'espèce par les autorités luxembourgeoises doivent être considérées comme suffisantes pour justifier son maintien au Centre de rétention, cela également devant le contexte du comportement adopté par le demandeur lors de la tentative d'éloignement le 28 décembre 2020, qui a échoué en raison de l'attitude particulièrement agressive du demandeur.

Il y a dès lors lieu de conclure que l'organisation de l'éloignement est exécutée avec toute la diligence requise, de sorte que le moyen y afférent est à rejeter.

De même, le tribunal ne décèle, en l'état actuel du dossier, aucune raison permettant de penser que l'éloignement n'aura aucune perspective d'aboutir, étant, au contraire, rappelé

qu'un vol en vue de l'éloignement du demandeur est prévu pour le 6 avril 2021 via Paris en direction de Minsk.

Il se dégage de l'ensemble des considérations qui précèdent qu'en l'état actuel du dossier et compte tenu des moyens figurant dans la requête introductive d'instance, le tribunal ne saurait utilement mettre en cause ni la légalité, ni le bien-fondé de la décision déférée.

Il s'ensuit que le recours sous analyse est, en l'absence d'autres moyens, à rejeter comme non fondé.

Par ces motifs,

le tribunal administratif, première chambre, statuant contradictoirement ;

reçoit en la forme le recours en réformation ;

au fond, le déclare non justifié, partant en déboute ;

condamne le demandeur aux frais et dépens.

Ainsi jugé et prononcé à l'audience publique du 17 mars 2021 par :

Annick Braun, vice-président,
Alexandra Bochet, juge,
Carine Reinesch, juge,

en présence du greffier assumé Luana Poiani.

s. Luana Poiani

s. Annick Braun

Reproduction certifiée conforme à l'original
Luxembourg, le 17 mars 2021
Le greffier du tribunal administratif